

PLUS

/// DIMANCHE

SÉRIE LE CHOC DES CULTURES SANTÉ : JUSQU'OU À ALLER ? PAGES 2 ET 3

THAÏLANDE THAKSIN SHINAWATRA, LE « BERLUSCONI D'ASIE » PAGE 4



PHOTO LES PERREAUX, PC
PHOTOMONTAGE, LA PRESSE ©

Les soldats canadiens Dave Partridge, Chad Garton et Chris Brooks, étaient atterrés, le 4 septembre, après avoir appris que leur collègue Mark Anthony Graham était mort, victime de tirs amis.

Q quatre autres soldats canadiens ont été tués, lundi dernier, dans un attentat suicide en Afghanistan, faisant grimper le tragique bilan à 36 décès depuis le début de la mission canadienne en février 2002. Il faut remonter à la crise de Suez de novembre 1956, il y a près de 50 ans, pour retrouver autant de soldats canadiens morts dans un conflit armé, soit 31 soldats. En fait, lorsque le soldat Mark Anthony Graham est mort à la suite d'un tir ami le 4 septembre dernier, la mission canadienne en Afghanistan est devenue la plus meurtrière, en pertes militaires, depuis la guerre de Corée. L'historien militaire Jack Granatstein ne s'étonne pas de l'importance que l'on donne à chacun des soldats tués. « Les gens avaient oublié que les guerres faisaient des victimes. »

LISEZ L'ANALYSE **D'ANDRÉ DUCHESNE**, EN PAGE 5

SANTÉ: JUSQU'OUÙ



Tous les mercredis matin, l'hôpital Sainte-Justine tient une clinique d'accueil pour immigrants, question de mieux répondre à leurs besoins. Ici, la petite Jessica Joshi, originaire de l'Inde, attend son

Hôpitaux sous pression

DES FEMMES QUI NE VEULENT ÊTRE SOIGNÉES QUE PAR DES FEMMES. DES PATIENTS QUI SOUHAITENT COURT-CIRCUITER LA LISTE D'ATTENTE POUR DES RAISONS RELIGIEUSES. DES EMPLOYÉS QUI VEULENT PRENDRE CONGÉ LE JOUR DU SABBAT. LES DEMANDES D'AJUSTEMENT CULTUREL SE MULTIPLIENT DANS LES HÔPITAUX ET LES CLSC, SOULEVANT UNE GRANDE QUESTION: JUSQU'OUÙ FAUT-IL ALLER?

AGNÈS GRUDA

Un couple se présente au département de radiologie de l'hôpital Maisonneuve-Rosemont. La femme, enceinte, a rendez-vous pour une échographie.

Tous les arrangements ont été pris pour cette musulmane pratiquante qui refuse d'être examinée par un homme. De l'infirmière à la radiologiste, la patiente devait passer entre des mains exclusivement féminines.

Manque de pot, la technicienne en radiologie tombe malade le jour de l'examen et aucune femme n'est disponible pour prendre le relais. Quand il a vu qu'un homme s'apprêtait à sonder l'utérus de sa femme, le mari «a réagi très fort», raconte Ewa Sidorowicz, directrice des soins professionnels de cet hôpital. L'échographie a dû être reportée. Et dans un univers où les ressources sont rares, une plage de rendez-vous s'était envolée en pure perte.

Depuis deux ou trois ans, de tels incidents se multiplient dans cet hôpital de l'est de Montréal. Désarmés, des médecins se sont réunis, fin août, pour en discuter.

«Notre hôpital est centré sur les patients et nous essayons de les accommoder, assure Ewa Sidorowicz. Mais il y a des imprévus.

Les médecins sont inquiets. Ils se demandent si nous ne sommes pas en train de créer des attentes irréalisables. Va-t-il falloir avoir des listes de garde doubles, selon le sexe?»

Au Québec, les patients sont libres de choisir leur médecin. Mais à l'hôpital, il y a des contraintes. Et puis, cette liberté doit-elle s'appliquer aux techniciens, préposés et infirmiers? Bonjour le casse-tête.

L'hôpital Maisonneuve-Rosemont n'est pas le seul à se creuser les méninges devant les exigences de patients issus d'horizons de plus en plus diversifiés.

Les demandes les plus fréquentes concernent le sexe des médecins.

Des décisions récentes de la Cour suprême, dont celle qui a autorisé le port du kirpan dans les écoles, incitent les hôpitaux à la prudence. La moindre demande est scrutée par les avocats. Et si elle devait aboutir devant la justice?

Les demandes les plus fréquentes concernent le sexe des médecins. Le Centre hospitalier de l'Université de Montréal a décidé de prendre le problème de

front. Depuis juillet, il accueille les femmes enceintes avec une déclaration écrite spécifiant qu'il est impossible de garantir que le médecin du sexe de leur choix soit présent à leur accouchement. Si les femmes y tiennent, elles n'ont qu'à aller accoucher ailleurs, précise le document en termes un peu plus diplomatiques.

La gynécologue Diane Francoeur, de l'hôpital Sainte-Justine, donne le même avertissement à ses patientes «Pour moi, refuser d'être accouchée par un homme est aussi discriminatoire que refuser d'être soignée par un médecin noir», tranche-t-elle.

Pourtant, à l'hôpital Charles-LeMoine, sur la Rive-Sud de Montréal, des obstétriciennes n'ont aucun problème à garantir leur présence le jour où leur patiente doit accoucher. S'il le faut, elles acceptent de travailler pendant une journée de congé.

Les choses se corsent en cas d'urgence, lorsqu'il faut faire appel à un anesthésiste —une spécialité où les hommes dominent. Pour faire passer la pilule, l'hôpital accepte que le mari soit présent pendant l'anesthésie. Mieux: on couvre le visage de la patiente. Comme ça, l'anesthésiste ne saura jamais à qui appartient le corps dénudé qu'il vient de voir.



PHOTO AP

À compter du 1^{er} novembre, deux hôpitaux d'enseignement du Lancashire, en Angleterre, offriront aux patientes musulmanes qui le désirent de porter cette blouse d'hôpital qui s'inspire de la burka.



PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE ©

Jessica Joshi est reçue à la clinique d'accueil de l'hôpital Sainte-Justine pour une prise de sang.

SÉRIE / LE CHOC DES CULTURES

ALLER ?



tour en compagnie de ses parents.

PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE ©

Le frigo du compromis

Les zones de tensions culturelles ne se limitent pas au sexe des médecins. Il y a deux ans, un groupe d'hassidim a réclamé de court-circuiter la liste d'attente aux urgences de l'hôpital Sainte-Justine pendant le sabbat.

La cafétéria de l'hôpital ne vend pas de nourriture casher. Habituellement, les patients hassidiques consomment leurs propres plats en attendant leur tour aux urgences. Mais, du coucher de soleil du vendredi jusqu'au coucher du soleil du samedi, les juifs très pratiquants ne peuvent effectuer le moindre travail, pas même transporter de paquets de nourriture. Pendant 24 heures,

mâle, notre personnel se sent démuné. Après tout, nous aussi on a une culture, des règles du jeu...»

L'hôpital a mis sur pied une équipe de choc, qui vient désamorcer ces crises. Que faire devant le patient bouddhiste qui refuse une greffe d'organe? Devant tel autre qui, pour des raisons religieuses, s'oppose à une autopsie? Questions délicates qui touchent à des croyances profondes: tous s'entendent pour dire que le personnel médical a un immense besoin de formation.

Multiculturel depuis 20 ans

L'Hôpital de Montréal pour enfants est un pionnier dans ce

de sa femme», explique M^{me} Serdynska.

L'hôpital fait appel à des interprètes qui agissent aussi comme des « traducteurs culturels ». « Un jour, devant une adolescente pakistanaise qui n'avait plus de règles, le médecin voulait savoir s'il se pouvait qu'elle soit enceinte, raconte l'interprète Shahzia Khan. J'ai dû lui expliquer que je ne pouvais pas poser cette question parce que pour les Pakistanais, une fille enceinte, c'est la pire des insultes. » Le médecin a fait un test de grossesse sans rien dire à la famille. L'honneur était sauf.

Tous ces petits accommodements n'empêchent pas des employés de se poser des questions. « Parfois, une femme est sur le point d'accoucher et c'est son mari qui nous décrit ses contractions, dit Ro Licata, présidente du

Syndicat des professionnels en soins infirmiers et cardiorespiratoires de l'hôpital universitaire de McGill. Nous, ça fait 50 ans qu'on se bat pour l'égalité des droits. Ces situations entrent en conflit avec nos valeurs. »

D'autant plus que, parfois, l'élastique de l'ajustement culturel est tiré un peu trop fort. Vania Jimenez, médecin au CLSC Côte-des-Neiges, suivait une femme d'origine pakistanaise qui avait besoin d'une césarienne. Le mari exigeait que celle-ci soit pratiquée par une femme.

« Votre femme a déjà subi trois césariennes au Pakistan et vous allez me dire qu'elle n'a jamais été opérée par un homme? Il y a donc beaucoup de chirurgiennes au Pakistan? » a ironisé le D^r Jimenez. « D'accord, vous avez raison », a alors convenu le mari protecteur. Parfois, la culture a le dos large.

domaine. Sa politique multiculturelle date d'il y a 20 ans. À l'époque, l'hôpital avait été alerté par des patients vietnamiens dont le dos était couvert de traces rouges. « Nous avons cru qu'il s'agissait d'enfants battus, mais c'étaient des traces liées à l'application de ventouses », dit Marie Serdynska, responsable de la politique multiculturelle de l'hôpital.

Aujourd'hui, les médecins musulmans ont leur lieu de prière, les patients juifs ont droit à des mets spéciaux pendant le sabbat. Et la formation multiculturelle est un passage obligé pour tous les jeunes médecins.

Les zones de friction sont connues et les protocoles, bien établis. « Parfois, à la clinique de génétique, le mari décrit le cycle menstruel de sa femme. Nous allons lui expliquer, avec respect, pourquoi nous avons besoin d'obtenir l'information directement

Tous s'entendent pour dire que le personnel médical a un immense besoin de formation.

leurs enfants doivent-ils être condamnés à jeûner? Plutôt passer devant les autres patients ce jour-là, réclamaient les parents.

Gros dilemme pour l'hôpital. Consentir à un passe-droit aux urgences allait faire hurler les autres patients. Mais fallait-il rejeter la demande sans appel? Finalement, l'hôpital et le groupe religieux ont trouvé un compromis: un réfrigérateur a été installé au casse-croûte de l'hôpital. Tous les frais sont assumés par la communauté. Le vendredi, des familles viennent le remplir de mets casher. Quand la nuit tombe, les plats sont à portée de la main.

Turbulences culturelles

Autre exemple: un infirmier installe une sonde urinaire à une fillette de 2 ans. Indigné, le père musulman croit qu'il porte atteinte à la virginité de son enfant. Il fait une scène terrible, une vraie crise de nerfs.

L'incident s'est produit il y a deux ans aux urgences de Sainte-Justine et il a confirmé ce que les administrateurs de l'hôpital soupçonnaient déjà: un gouffre culturel était en train de se creuser entre sa clientèle, de plus en plus multiethnique, et son personnel.

« Nous avons soudainement réalisé que nos patients avaient changé, et leurs besoins aussi », dit Raymond Roberge, président du comité multiculturel mis sur pied en 2003.

Plus de la moitié des patients qui se présentent aux urgences de Sainte-Justine sont nés à l'extérieur du Canada. « Notre personnel, lui, est plutôt du genre Lac-Saint-Jean, dit M. Roberge. Parfois, devant le père qui refuse de transiger avec l'infirmière et demande de parler à un supérieur

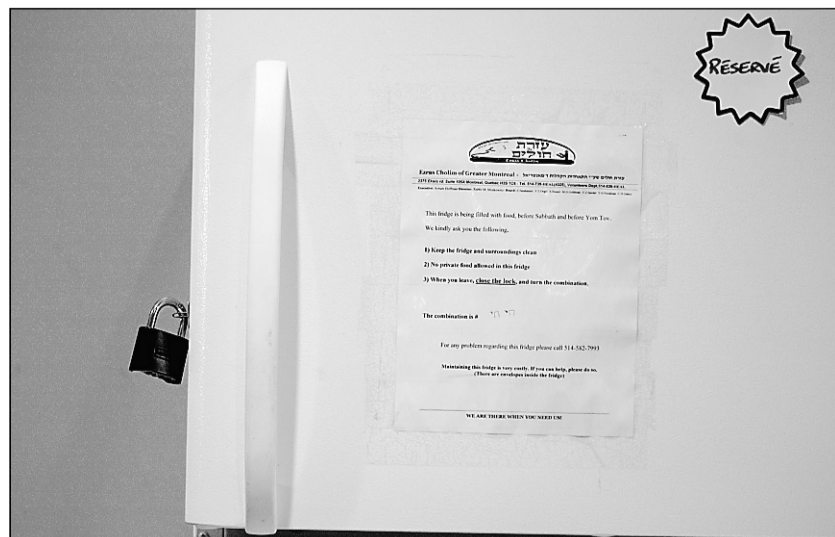


PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE ©

Pour répondre à une demande religieuse d'un groupe d'hassidim, l'hôpital Sainte-Justine lui a permis d'installer un réfrigérateur spécial payé par la communauté.

SOS médiation

AGNÈS GRUDA

Un CLSC reçoit une demande d'aide familiale pour une vieille dame incapable de prendre soin de sa maison. Habituellement, ce service est fourni aux personnes seules. Cette femme a un mari en parfaite santé qui ne lève pas le petit doigt pour l'aider. Dans sa culture, le ménage et la cuisine sont une responsabilité strictement féminine.

Que faire? Accéder à la demande, au risque d'être inéquitable pour les autres malades? Ou la rejeter, en laissant la femme sans soutien?

Une immigrante en niqab -voile qui ne laisse apparaître que les yeux- se présente dans un cours de français. Son mari la surveille de loin: il ne faut pas qu'elle parle aux hommes pendant les pauses.

C'est l'émoi. Certaines enseignantes sont prêtes à surveiller la

a surpris. Finalement, le CLSC a conclu un troc: l'employée échangerait ses samedis contre les congés chrétiens.

Zone grise

Mais quand un autre employé a voulu prendre congé tous les après-midi pour étudier la Torah, le CLSC a dit non. Trop, c'est trop.

Où passe donc la ligne entre l'accommodement raisonnable et la demande démesurée? C'est dans cette zone grise qu'intervient Rachida Azdouz. « Nous avons le choix entre deux attitudes. L'une est agressive et consiste à considérer que toutes les demandes n'ont pas d'allure. L'autre relève de l'angélisme et dit que rien n'est grave. Mais est-ce qu'on a pensé aux coûts d'un accommodement? Au précédent qu'il crée? »

Dans le cas de la vieille dame qui vaquait seule à ses activités domestiques, le CLSC a trouvé un compromis: une bénévole a accepté de donner un coup de main au ménage. Compromis, aussi, pour l'étudiante au niqab. L'étudiante a pris place au premier rang. Lorsqu'une enseignante avait besoin de voir ses lèvres, elle baissait son voile. Rien que pour la prof: ça tombait bien, c'était une femme.

Dans ses interventions, Rachida Azdouz essaie d'abord de déterminer si la demande relève d'une simple adaptation à une différence ou d'une obligation juridique. « Dans le premier cas, c'est une question morale. Dans le second, il y a une question de poursuite. »

À l'hôpital Sainte-Justine, ces dernières années, une poignée de femmes ont voulu emporter leur placenta à la maison pour le planter sous un arbre. Selon la loi québécoise, le placenta est un déchet biomédical qui ne doit pas se promener librement dans la nature. Mais s'il s'agissait d'un rituel religieux couvert par la Charte des droits?

L'hôpital a fait appel à Rachida Azdouz, selon qui, dans ce cas-ci, la balance penche en faveur de la protection de la santé publique. « Les récents jugements donnent l'impression que dans la majorité des demandes, la religion prime sur toutes les autres considérations, mais en réalité, c'est loin d'être toujours le cas. »



PHOTO MARTIN CHAMBERLAND, LA PRESSE ©

Rachida Azdouz, vice-doyenne de la faculté d'éducation permanente de l'Université de Montréal, a une longue expérience de médiation culturelle.

Question de sang...

AGNÈS GRUDA

Ce ne sont ni les musulmans ni les immigrés qui ont placé les hôpitaux devant leur premier grand dilemme religieux. Au début des années 90, un petit garçon de Thunder Bay, en Ontario, est mort des suites des blessures subies dans un accident de voiture. Ses parents, des Témoins de Jéhovah, avaient refusé qu'il subisse une transfusion sanguine.

Selon le médecin qui a soigné le petit Nathan Lundgren, une transfusion n'aurait peut-être pas sauvé l'enfant. Mais l'histoire a néanmoins fait les manchettes. D'autres médecins, un peu partout au pays, étaient sporadiquement confrontés à la même question: que faire quand les parents refusent une transfusion de sang qui peut faire la différence entre la vie et la mort?

En 1995, la Cour suprême du Canada a tranché: la vie d'un enfant passe avant les convictions religieuses de ses parents, a-t-elle jugé dans une cause concernant

un poupon né avant terme et transfusé contre le vœu de ses parents.

Ce jugement a facilité la vie des médecins, dit Raymond Roberge, président du comité multiculturel de l'hôpital Sainte-Justine. « Dans les cas de transfusion, nos lignes de conduite sont claires. Si la vie de l'enfant est menacée, on transfuse et on explique les raisons aux parents. » Les adultes, eux, ont le droit de refuser ce traitement. La procédure est claire et a été testée de nombreuses fois.

Cela n'empêche pas de jeunes Témoins de Jéhovah de tester les limites du jugement de la Cour suprême. Début septembre, une Manitobaine de 15 ans atteinte du syndrome de Crohn, une maladie des intestins, s'est adressée à la cour d'appel du Manitoba réclamant le droit de refuser toute transfusion sanguine. Elle prétend qu'elle est une « mineure mature » et devrait pouvoir donner son consentement aux soins médicaux.



PHOTO AGENCE FRANCE-PRESSE

Le premier ministre thaïlandais en exil, Thaksin Shinawatra, est assailli par des reporters, jeudi à Londres. Après avoir vu de New York les militaires prendre le contrôle de son pays, il est parti pour la capitale britannique. M. Thaksin n'a pas annoncé s'il retournera en Thaïlande, mais plusieurs croient qu'il restera en exil à Londres, où une de ses filles étudie l'économie.

COUP D'ÉTAT EN THAÏLANDE

Portrait du « Berlusconi d'Asie »

Réélu haut la main le printemps dernier, le premier ministre thaïlandais Thaksin Shinawatra est aujourd'hui tombé en disgrâce. Le coup d'État de cette semaine était dans l'air : des journaux affirment que Thaksin a sorti ses biens du pays voilà quelques semaines. Ce serait le dernier coup de théâtre d'un milliardaire controversé, dont la fortune personnelle a été multipliée par quatre durant ses cinq années au pouvoir.



NICOLAS BÉRUBÉ

ENVOYÉ SPÉCIAL

THAÏLANDE

BANGKOK — À se promener dans les rues de Bangkok cette semaine, bien malin celui qui aurait pu deviner qu'un coup d'État était en cours.

Les rues étaient engorgées de trafic. Les écoliers couraient pour ne pas arriver en retard. Les touristes achetaient des pipes de hachisch et des fausses chaussures Puma sur Khao San Road, la rue où se croisent invariablement depuis les années 60 les backpackers venus visiter l'Asie.

Les militaires lourdement armés étaient certes impressionnants à voir. Mais encore fallait-il les voir : ils n'étaient qu'une poignée à être postés en quelques endroits stratégiques dans cette mégapole de neuf millions d'habitants. Pour la vaste majorité des Thaïlandais, les chars d'assaut n'étaient pas dans la rue devant leur maison, mais à la télé et à la une des journaux.

Un sentiment général était palpable, par contre : peu importe à qui vous vous adressiez, le seul

fait de mentionner le nom de l'ex-premier ministre, Thaksin Shinawatra, et vous receviez en retour un large sourire et un regard brillant. « Thaksin, over! » « Thaksin, finish! » « Thaksin, criminal! »

Depuis des mois, le dirigeant thaïlandais chassé du pouvoir cette semaine voyait sa popularité tomber en flèche. Les dernières élections, qui ont eu lieu en avril, ont été boycottées par ses opposants. Le pays était depuis en crise, un cul-de-sac dont cet habile politicien charismatique n'aura su trouver lui-même la sortie.

De policier à premier ministre

Né en 1949 à Chiang Mai, ville industrielle du nord de la Thaïlande, Thaksin Shinawatra a d'abord travaillé dans un café que possédait son père, un riche homme d'affaires. En 1973, après des études à l'Académie de police, il devient policier et poursuivra des études de criminologie aux États-Unis. Il quittera la police en 1987, pour se lancer dans diverses entreprises commerciales qui échoueront les unes après les autres.

En 1990, Thaksin Shinawatra lance une entreprise de téléphonie cellulaire, Advanced Info Service, qui allait devenir la plus gros opérateur en télécommunications au pays. Quatre ans plus

tard, il se lance en politique à l'invitation de ministres influents qu'il fréquente déjà.

Après avoir occupé plusieurs fonctions, dont celle de ministre, Thaksin crée son propre parti en 1998, tout juste après la crise financière de 1997, où la Thaïlande a été particulièrement touchée.

La relance économique est ce dont tout le monde rêve. Avec une plateforme populiste, le parti de Thaksin Shinawatra, Thai Rak Thai (qui signifie « Les Thaïlandais aiment les Thaïlandais »), promet de donner de l'argent aux paysans pauvres des régions du Nord et de leur

Somchai Kijssuchon, chercheur à l'Institut de recherche sur le développement de la Thaïlande, soutient que c'est seulement pendant les trois premières années du mandat de Thaksin que des fonds ont été injectés dans l'économie des plus pauvres et que ces derniers ont goûté, pour la première fois, aux retombées des dépenses populistes. Des contraintes budgétaires ont ensuite tari cette manne de l'État. De l'avis du chercheur, le Thai Rak Thai s'est montré extrêmement habile pour faire croire au peuple que l'argent attendu finirait un jour par arriver.

En 2003, Thaksin décide d'en-

En 2003, Thaksin a décidé d'envoyer près de 500 soldats en Irak à la demande de George W. Bush, une décision impopulaire.

offrir l'assurance maladie et un moratoire sur le remboursement de leurs dettes. L'homme d'affaires devenu politicien a d'ailleurs coutume de payer les gens qui se présentent à ses immenses meetings politiques, tenus dans le nord du pays. La formule s'avère efficace. Thaksin est élu premier ministre en 2001.

Ses politiques, basées sur l'aide aux plus démunis, font progresser la Thaïlande sur divers plans, notamment l'éducation, la lutte contre le sida et autres projets sociaux. Mais les accusations de corruption et de népotisme pleuvent : la plupart des grands travaux effectués au pays (routes, infrastructures, aéroports) sont confiés à des entreprises proches du premier ministre. Les dépassements de coûts sont souvent exorbitants et font les manchettes.

voyer près de 500 soldats en Irak à la demande de George W. Bush, une décision impopulaire. Ses politiques de privatisation d'industrie de l'État lui attirent également de nombreuses critiques.

La véritable crise arrive en janvier 2006, quand Thaksin Thaksin conclut la vente de ses parts dans la plus grosse compagnie de télécommunications du pays, Shin Corp, à une entreprise de Singapour. La transaction fait scandale : non seulement le premier ministre venait-il d'empocher 1,9 milliard de dollars dans la transaction, mais il l'a fait sans payer un sou d'impôt, en raison d'une politique sur les gains en Bourse. Et le contrôle de cette fierté thaïlandaise venait d'échapper au pays.

L'affaire déclenche des marches de protestation monstres auxquelles

participent des groupes d'étudiants, des employés de l'État et des syndicats. Les demandes de démission fusent de toutes parts, mais Thaksin refuse d'y prêter attention, convaincu qu'il parviendra à regagner la faveur populaire.

Devant la crise, le premier ministre dissout le Parlement et annonce que des élections auront lieu en avril, un geste improvisé critiqué par plusieurs éditeurs et politologues. Ces derniers estiment que la démocratie thaïlandaise est jeune et fragile, et que plusieurs groupes, notamment les pauvres, sont facilement manipulés par le parti de M. Thaksin. Les élections, soutiennent les critiques, ne sont pas une façon de se refaire une virginité. Boycottés par les partis de l'opposition, le scrutin tenu en avril n'a fait qu'accentuer les problèmes du premier ministre.

Les marches contre Thaksin Shinawatra réunissent des dizaines de milliers de personnes, surtout des étudiants et des travailleurs de la classe moyenne. Ils réclament la démission du « chef d'État milliardaire », le « Berlusconi d'Asie » qui s'enrichit tout en dirigeant à sa manière, sans rendre de comptes à qui que ce soit.

Isolé, le premier ministre promet des réformes, multiplie les appels à l'unité nationale. Rien n'y fait. C'est finalement l'armée, fidèle au roi Bhumibol Adulyadej, figure emblématique aimée de tous les Thaïlandais, qui a mis fin à son règne mardi en installant ses chars d'assaut devant les bureaux du gouvernement.

Avec AFP

NICOLAS BÉRUBÉ

BANGKOK — La fragile démocratie thaïlandaise vient de reculer de 25 ans cette semaine, estiment certaines organisations non gouvernementales présentes au pays. D'autres observateurs croient au contraire que le coup d'État était un mal nécessaire pour dénouer l'impasse politique.

Sammy Gamboa, chercheur pour le Forum pour le développement des droits humains en Asie, affirme que les différents organismes sont divisés sur la question.

« Certains experts croient que le putsch a empêché un bain de sang. Les manifestations auraient continué, et des civils auraient très bien pu être blessés par les

forces de l'ordre comme ça s'est souvent produit ici. En ce sens, la crise se dénoue sans violence, ce qui est quelque chose en soit. »

« Ici, les gens plus âgés trouvent ça normal de voir des putschs, alors que les plus jeunes sont souvent scandalisés. »

Mais qu'une impasse politique soit résolue par l'intervention de l'armée est un recul important pour les Thaïlandais et leur fragile démocratie, estime-t-il.

« Ça envoie le message que la démocratie peut être facilement court-circuitée lorsque

des problèmes se présentent. Comme si les institutions démocratiques n'étaient pas vraiment aptes à traverser des crises. Ici, les gens plus âgés trouvent ça normal de voir

des putschs, alors que les plus jeunes sont souvent scandalisés par le recul démocratique. »

Le fait que les gouvernements étrangers se soient contentés de publier des communiqués désapprouvant le coup d'État sans

réagir avec plus de fermeté montre qu'il y existe plusieurs normes en matière de démocratie, dit-il. « La réaction aurait-elle été plus forte si cela s'était produit dans un pays européen par exemple ? Je crois que oui. »

M. Gamboa affirme que l'impopularité du premier ministre Thaksin Shinawatra ne doit pas faire oublier qu'un coup d'État est un événement grave qui ne doit pas être toléré. « Les gens gouverneraient la page moins facilement si le premier ministre avait été au pouvoir de sa popularité. Un coup d'État c'est un coup d'État! La démocratie thaïlandaise est imparfaite, c'est certain, mais ce n'est pas en faisant des putschs à répétition qu'elle va s'améliorer. »

LE CANADA ET LES CONFLITS ARMÉS



Conflits	Période	Militaires enrôlés	Pertes (morts / blessés)
Guerre d'Afrique du Sud (ou guerre des Boers)	1899-1902	7368	244 / 252
Première Guerre mondiale	1914-1918	641 636	61 332 / 172 950
Seconde Guerre mondiale	1939-1945	1 086 343	42 042 / 54 414
Guerre de Corée	1950-1953	25 709	516 / 1055 (*)
Guerre du Vietnam (2)	1964-1975	30 000	103
Bosnie-Herzégovine	1992-1995	40 000	25
Afghanistan	2002-2006	18 000 (3)	36

NOTES
 (1) Il y a deux interprétations concernant le nombre de morts à la guerre de Corée, soit 320 ou 516. Nous avons choisi arbitrairement l'interprétation la plus large.
 (2) Le Canada n'a pas officiellement participé à la guerre du Vietnam, mais entre 30 000 et 40 000 Canadiens ont traversé la frontière et se sont enrôlés dans l'armée américaine.
 (3) Sur son site Internet, la Défense nationale indique qu'environ 18 000 soldats canadiens ont participé directement à la lutte contre le terrorisme depuis octobre 2001, que ce soit au cours d'opérations au sol en Afghanistan ou dans des patrouilles maritimes dans le golfe Arabo-Persique.

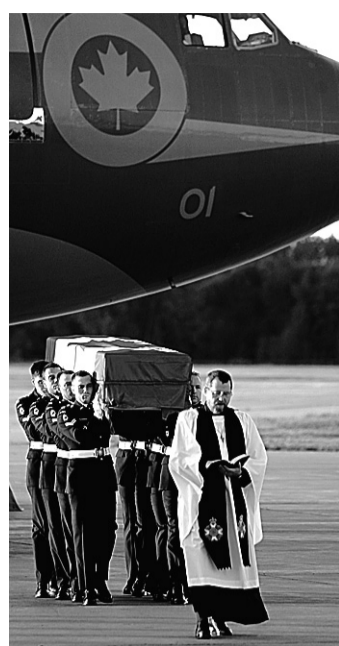


PHOTO J.P. MOCZULSKI REUTERS

SOLDATS CANADIENS MORTS EN AFGHANISTAN

Avril 2002 :	4
Octobre 2003 :	2
Janvier 2004 :	1
Novembre 2005 :	1
Janvier 2006 :	1 (*)
Mars 2006 :	3
Avril 2006 :	4
Mai 2006 :	1
Juillet 2006 :	3
Août 2006 :	8
Septembre 2006 :	9 (**)
TOTAL :	37

(36 militaires et 1 civil)

(*) Il s'agit d'un diplomate canadien, Glyn Berry.
 (**) En date du jeudi 21 septembre



PHOTO CHRIS WATTIE, REUTERS, ARCHIVES LA PRESSE

Le 4 septembre dernier, avec la mort du soldat Mark Anthony Graham (au centre), la mission en Afghanistan est devenue la plus meurtrière depuis la guerre de Corée.

MISSION EN AFGHANISTAN

La plus meurtrière depuis la Corée

ANDRÉ DUCHESNE

Lorsque le soldat Mark Anthony Graham est mort à la suite d'un tir ami le 4 septembre dernier dans la région de Panjwayi en Afghanistan, la mission canadienne dans ce pays est devenue la plus meurtrière, en pertes militaires, depuis la guerre de Corée.
 Graham, 33 ans, dont la vie a été fauchée par le tir d'un avion américain, est devenu le 32^e soldat canadien à mourir en Afghanistan depuis le début de la mission en février 2002. Depuis, quatre autres soldats ont été tués, lundi dernier dans un attentat suicide à vélo, faisant grimper le bilan à 36 décès.
 Or, il faut remonter à la crise de Suez de novembre 1956, alors que le Canada et son ministre des Affaires étrangères Lester B. Pearson ont suggéré la création d'une force d'intervention internationale (les Casques bleus) pour retrouver autant de pertes, soit 31 soldats.
 Et encore, la mission baptisée Force d'urgence des Nations unies (FUNU) mise alors sur pied a duré 10 ans et sept mois, soit du 4 novembre 1956 au 5 juin 1967.
 À titre comparatif, le Canada est en Afghanistan depuis moins de cinq ans.
 Évidemment, il y a des différences fondamentales entre les deux missions qu'il est important ici de rappeler.
 Suez est l'exemple parfait de la définition d'une mission de paix, à savoir la mise sur pied d'une force internationale légèrement armée s'interposant à la frontière entre deux pays belligérants qui se sont au préalable entendus sur un cessez-le-feu.
 À l'autre bout du spectre se trouve l'Afghanistan. Cautionnée par l'OTAN, dirigée par l'OTAN, la mission à laquelle participent les forces canadiennes a pour but d'imposer et de maintenir la paix à l'intérieur même d'un pays. En plus, elle comporte un volet où l'on pourchasse et élimine des insurgés (les talibans), du jamais vu.
 En un sens, la mission afghane est unique, dit Marc-André Boivin, coordonnateur du Réseau francophone de recherche sur les opérations de paix, organisme associé à l'Université de Montréal.
 « Des opérations de paix déployées dans des pays en proie à une guerre civile, avec différents belligérants plus ou moins clairement identifiés, et où les

PERTES CANADIENNES AU COURS DE MISSIONS DE PAIX (CASQUES BLEUS)

Mission	Pays	Période	Morts
MINUSTAH	Haïti	Depuis le 30 avril 2004 (*)	2
MONUC	Congo	Depuis le 30 novembre 1999	1
ONUC	Congo	Juillet 1960-Juin 1964	3
UNAMIR	Rwanda	Octobre 1993-mars 1996	1
UNDOF	Syrie (plateau du Golan)	Depuis le 31 mai 1974	4
UNEF	Égypte	7 novembre 1956 - 19 mai 1967	53
UNFICYP	Chypre	Depuis le 4 mars 1964	28
UNMIH	Haïti	Septembre 1993 - Juin 1996	1
UNMIK	Kosovo	Depuis le 10 juin 1999	2
UNMOGIP	Inde-Pakistan	Depuis janvier 1949	1
UNOHCI	Irak	Depuis le 13 avril 2003	2
UNOSOM	Somalie	Avril 1992 - mars 1995	1
UNPREDEP	Macédoine	31 mars 1995 - 28 février 1999	1
UNPROFOR	Croatie	Février 1992 - mars 1995	11
UNTAC	Cambodge	28 février 1992 - septembre 1993	1
UNTSO	Moyen-Orient	Depuis mai 1948	2
TOTAL			114

(*) Les dates correspondent à celles de l'adoption d'une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU créant les missions
 SOURCE : DÉPARTEMENT DES OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX DE L'ONU (MIS À JOUR AU 31 AOÛT 2006)

intervenants doivent non seulement consentir un effort militaire significatif mais appuyer un processus de réconciliation politique et une aide au développement et à la reconstruction, sont appelées à se répéter», dit M. Boivin en prenant l'exemple de l'Afghanistan. Il y en a eu dans le passé et tout porte à croire qu'il y en aura d'autres.
 Mais, fait unique, l'intervention en Afghanistan est aussi une conséquence directe du 11 septembre où le Canada a pris clairement position aux côtés du vif allié américain. Avec les conséquences que l'on sait, notamment depuis novembre 2005 alors que les Canadiens ont déplacé leurs activités de Kaboul, une région stable, à Kandahar, à la fois berceau et chef-lieu des talibans. Depuis, les chiffres parlent d'eux-mêmes: 29 des 36 soldats tués sont morts dans la dernière année.
60 000; 516; 36
 De tous les conflits où le pays a été un des acteurs, c'est la Première Guerre mondiale qui a fait le plus de pertes, soit au-delà de 60000 morts (voir nos tableaux) suivie de la Seconde Guerre mondiale où plus de 40000 Canadiens ont laissé leur vie. Puis, dans l'ordre, les interventions les plus coûteuses

en pertes de vie furent la guerre de Corée (516 morts), la guerre d'Afrique du Sud ou des Boers (244), l'Afghanistan (36), Suez (31), Chypre (28) et la Bosnie-Herzégovine (25) toutes causes (actes hostiles, accidents, tirs amis) confondues.
 À ces conflits, il faut aussi ajouter la guerre du Vietnam. Le Canada n'a pas officiellement participé aux hostilités durant la présence américaine. Mais au moins 30000 Canadiens se sont enrôlés dans l'armée américaine et entre 103 et 110 d'entre eux sont morts.
 Le Canada n'a pas perdu des militaires dans tous les conflits. Lors de la première guerre du Golfe, en 1991, le Canada n'a signalé aucune perte de vie. Et sur les quelque 70 missions de paix auxquelles il a participé depuis 1956, le pays a perdu des soldats dans moins d'une vingtaine d'entre elles.
 Cela dit, le pays n'est pas entré dans chacun des conflits avec la même façon de voir les choses. En cela, la Grande Guerre de 1914-1918 a tracé une ligne, remarque Marcel Martel, professeur d'histoire du Canada au XX^e siècle à l'Université York de Toronto.
 «Le Canada a amorcé la Première Guerre mondiale dans l'enthousiasme, surtout du côté anglophone. On s'attendait à ce

que le conflit se règle rapidement, que les troupes parties à l'automne soient de retour à Noël, la même année», raconte-il.
 La désillusion a été brutale. D'ailleurs, 20 ans plus tard, lorsque la Seconde Guerre mondiale a éclaté, le Canada a emboîté le pas à la France et à la Grande-Bretagne avec un sentiment de résignation. «On savait quand cette guerre débutait mais on ne savait pas quand elle se terminerait. Cette fois, les politiciens avaient appris et ont fait très attention dans la façon de la présenter.»
 Le Canada a-t-il perdu son innocence entre les deux conflits? Pas vraiment, répond le professeur Martel. Dans les années 20 et 30 dit-il, de nombreuses communautés ont érigé des cénotaphes portés davantage à glorifier les actes héroïques et à perpétuer les souvenirs élogieux qu'à pleurer les disparus.
 «C'était alors une affaire plus macho, moins maternaliste, dit Roch Legault, professeur d'histoire au collège militaire royal du Canada de Kingston. L'information n'était pas traitée, reçue et interprétée de la même façon. Au cours de la Première Guerre mondiale, la mère qui recevait la nouvelle de la mort de son fils n'avait pas voté. Aujourd'hui, la moitié de l'opinion publique est féminine. On ne pose plus les mêmes questions. La population canadienne est intéressée par autre chose que l'acte héroïque.»
 Historien qui a signé de nombreux ouvrages sur l'armée canadienne, le professeur Jack Granatstein souligne quant à lui l'importance que l'on donne à chacun des soldats tués. «Je n'ai jamais vu une telle façon de rapporter les choses. Un homme meurt et il y a une ou deux pages sur lui dans les journaux, s'étonne ce retraité de l'Université York. On ne faisait pas ça au cours de la Première et Seconde Guerre mondiale. Bien sûr, parce qu'il y avait beaucoup trop de morts mais aussi, avec 50 ans de missions de paix, les gens ont oublié que les guerres faisaient des victimes.»
 Mais il y a aussi le fait que les dirigeants politiques du pays ont perpétué l'image du soldat canadien comme un Casque bleu pacifiste, nuance Marc-André Boivin. La mission ont beaucoup changé, pas seulement en Afghanistan mais avant en Somalie et dans les Balkans. Mais l'image a mis du temps à prendre une autre couleur.

Tous derrière les alliés

ANDRÉ DUCHESNE

S'il existe un fil conducteur entre toutes les interventions militaires auxquelles le Canada a participé, c'est dans la volonté de mettre ses pas dans ceux de ses plus vieux alliés, en l'occurrence les États-Unis et la Grande-Bretagne, estiment des observateurs militaires.
 «La présence canadienne en Afghanistan suit la même logique interne que les conflits précédents, c'est-à-dire de suivre nos alliés, soutient Roch Legault, professeur d'histoire au collège militaire royal du Canada à Kingston. Ce n'est pas une guerre qui est commandée principalement par des intérêts canadiens, mais par des intérêts pour le Canada d'être avec ses alliés.»
 Cette logique remonte jusqu'à la guerre des Boers (1899-1902) entre colons britanniques et néerlandais pour le contrôle des mines d'or et de diamants dans le Transvaal, une région d'Afrique du Sud. Le Canada y a envoyé quelque 7300 soldats volontaires. «L'intérêt premier des Canadiens était d'être avec l'Empire britannique», dit M. Legault.
 Professeur d'histoire à l'Université York, Marcel Martel évoque un exemple qui appuie parfaitement cette observation. «Au cours de la crise de Suez, en 1956, certains quotidiens anglais ont publié des éditoriaux où l'on était choqué de voir que le Canada n'appuyait pas l'Angleterre, dit-il. On affirmait que c'était une erreur capitale, qu'on crachait sur le dos de nos alliés, la France et surtout la Grande-Bretagne.»
 Dans un grand concocté avec Israël, ces deux pays avaient alors attaqué l'Égypte pour empêcher la nationalisation du canal, pivot du commerce entre l'Europe et l'Asie.
 Cet intérêt à être aux côtés des alliés s'est manifesté jusqu'à aujourd'hui, avec cependant une migration de l'Angleterre vers les États-Unis comme partenaire privilégié.
 Marc-André Boivin du Réseau francophone de recherche sur les opérations de paix rappelle que les systèmes de défense du Canada et des États-Unis sont intimement liés, jusque dans des accords commerciaux, ce qui fait que le Canada ne peut jamais s'éloigner des politiques américaines dans les conflits.
 À ce fil conducteur s'en ajoute un autre: la résistance du Canada francophone qui remonte, encore une fois, aux Boers. À cette époque, le Canada anglais exerçait une pression énorme pour que le gouvernement envoie des soldats dans la lointaine Afrique du Sud. L'opposition des francophones est allée jusqu'à des manifestations de colère dans les rues de Montréal. Pour calmer les esprits, le premier ministre Wilfrid Laurier proposa d'envoyer uniquement des volontaires, aux frais du Royaume-Uni.
 Cette division s'est perpétuée jusqu'à aujourd'hui. «Au sujet de la participation canadienne en Afghanistan, les Québécois disaient «Pourquoi?» et les Albertains répondaient «Cela va de soi», dit Roch Legault.
 Et pourquoi ne sommes-nous pas en Irak? Parce qu'on avait à l'époque un premier ministre canadien-français (Jean Chrétien), répond-il. «Il a eu ce vieux réflexe canadien-français de se dire: «Où est notre intérêt là-dedans?»

PLUS

DES OH! ET DES BAH!

La chronique ironique qui voit et entend tout... à sa façon

DES CHIFFRES QUI PARLENT

3

Le nombre de personnes en moyenne qui, chaque jour, sont victimes de bombes à sous-munitions dans le sud du Liban, un mois après le début du cessez-le-feu. Selon l'ONG Handicap international, environ un million de ces bombes n'ont pas explosé.

43

On oublie que les horreurs de la guerre ont pour effet de priver les enfants d'instruction — donc d'avenir. Un rapport de l'ONG Save the Children soutient que 43 millions d'entre eux dans le monde ne sont pas scolarisés, en raison de conflits armés.

ICI ET AILLEURS

CHINE

Une greffe de pénis qui... capote

Le Chinois qui a été le premier homme à bénéficier d'une greffe de pénis a demandé cette semaine l'ablation de son nouvel organe en raison de graves problèmes psychologiques, seulement deux semaines après son opération. Le patient, qui avait été victime d'un grave accident en janvier dernier, s'était fait greffer le pénis d'un homme de 22 ans en état de mort cérébrale par des chirurgiens d'un hôpital de Canton. Malgré des progrès notables et l'absence de rejet du nouvel organe, le choc psychologique semble avoir eu raison de cette première mondiale. Il semblerait que ce soit la femme du patient qui se soit le moins bien adaptée au pénis restauré de son mari...

RUSSIE

Madonna dans l'espace ?

L'Agence spatiale russe a affirmé lundi dernier qu'il n'y avait « aucun obstacle » à un vol de la chanteuse Madonna à bord de la Station spatiale internationale (ISS), suggéré la semaine dernière par un député russe. « Ce vol peut avoir lieu seulement en 2009 car, pour 2008, toutes les places dans le vaisseau Soyouz sont déjà réservées », a précisé Igor Panarine, porte-parole de l'agence. Le député russe Alexei Mitrofanov assure que Madonna a exprimé lors d'une visite à Moscou le souhait de voler. Toutefois, la chanteuse elle-même n'a jamais exprimé publiquement ce souhait. M. Mitrofanov a été jusqu'à proposer la semaine dernière, lors d'une séance plénière de la Douma, d'envoyer Madonna dans l'espace en 2008. Une nette majorité de députés n'a pas soutenu la proposition.

L'IMAGE



PHOTO ATTILA KISBENEDEK, AFP

Cela n'amuse que les autres ? Les politiciens et autres personnalités de ce monde ont rivalisé d'ingéniosité, d'originalité et d'imagination cette semaine dans leurs déclarations. Chacun y est allé de son petit laïus sur un ton on ne peut plus sérieux. Cela va de soi. Difficile néanmoins de ne pas décerner la palme au premier ministre hongrois, Ferenc Gyurcsany (ici au premier plan). À l'origine de la tourmente que l'on sait, celui-ci a notamment avoué que son parti et lui avaient sciemment laissé filer les déficits publics pendant des années : « Nous avons merdé. Pas un peu, beaucoup. Personne en Europe n'a fait de pareilles conneries, sauf nous. » On en a ri ou souri cette semaine, et ce, visiblement, jusque dans l'hémicycle où siègent les députés hongrois.

ILS, ELLES ONT DIT

Insister

« Bush est un alcoolique, un malade bourré de complexes. Il ne connaît rien à la politique. »

— HUGO CHAVEZ, à l'adresse de passants lors d'une visite dans Harlem, à New York.

Estomaquer

« Non, je ne suis pas anti-juif. Je les respecte beaucoup. »

— MAHMOUD AHMADINEJAD. Que dire de plus ?

EN HAUSSE, EN BAISSÉ

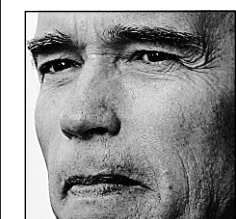


PHOTO REUTERS



» ARNOLD SCHWARZENEGGER

Pour la poursuite intentée par la Californie contre six grands constructeurs automobiles, pour les torts causés à l'environnement. Schwarzy ne serait plus en odeur de sainteté du côté de Washington.

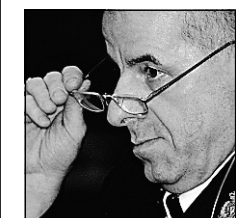


PHOTO REUTERS



» GIULIANO ZACCARDELLI

Ça sent le roussi pour le commissaire de la GRC après que le juge Dennis O'Connor eut blâmé et très sérieusement écorché la police fédérale, responsable de la terrible injustice subie par Maher Arar.

Envoyez-nous vos commentaires et suggestions à ohetbahlapresse.ca

Avec l'AFP, Associated Press, Reuters, BBC et Libération.

Dure semaine pour la démocratie



AGNÈS GRUDA

DES NOUVELLES DU MONDE

agruda@lapresse.ca

Une fois de plus, George W. Bush a remis ça. « De Bagdad à Beyrouth, les gens font le choix de la liberté », a-t-il clamé devant l'Assemblée générale des Nations unies cette semaine.

Le président des États-Unis reste donc convaincu que les forces démocratiques sont en train de triompher du démoniaque Mahmoud Ahmadinejad et d'autres « islamofascistes » qui freinent la grande marche vers la liberté.

Cette conviction, faut-il le rappeler, ne repose sur aucun fait vérifiable. Bien au contraire, un peu partout au Moyen-Orient, la grande œuvre de démocratisation est en train de faire boomerang. En Afghanistan, les talibans renversés au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 sont de plus en plus perçus comme un rempart contre le chaos dans lequel sombre ce pays, malgré la présence d'un gouvernement élu.

Les talibans gagnent en popularité, mais aussi en force. Début septembre, le Pakistan a conclu un pacte avec les chefs tribaux du Waziristan, à la frontière de l'Afghanistan. L'armée pakistanaise pourrait se retirer de cette région qui sert de base arrière aux talibans. « C'est le grand bond en arrière », affirmait récemment le journal *Indian Express*, très inquiet de ce développement passé un peu inaperçu.

Ne cherchons pas non plus de bonnes nouvelles en Irak. Cette semaine, un expert de l'ONU estimait que la torture y est aujourd'hui plus répandue qu'elle ne l'était sous Saddam Hussein. Dur prix à payer pour une démocratie impuissante à empêcher la guerre civile...

Autre source d'inquiétude : le Kurdistan irakien, longtemps vu comme l'ultime bulle de stabilité dans ce pays dévasté, est en fait en proie à une islamisation aiguë. On y voit apparaître des mouvements radicaux qui risquent de transformer ce quasi-pays en pépinière de groupes extrémistes, avertit le groupe de recherche International Crisis Group.

Bref, pendant que George W. Bush proclamait la victoire imminente de la liberté, de nombreux clignotants rouges annonçaient plutôt de nouveaux reculs démocratiques au Proche-Orient.

Mais la démocratie perd aussi des plumes ailleurs dans le monde. Le cas de figure le plus étrange est survenu à Bangkok, où un gouvernement démocratique-

Le recours à un coup d'État pour sauver la démocratie demeure pour le moins paradoxal.

ment élu a été renversé par l'armée lors d'un coup d'État acclamé par la population.

Celle-ci en avait assez d'être « thaksée », a-t-on dit en faisant allusion au premier ministre Thaksin Shinawatra, dont le régime corrompu a été désastreux pour les classes moyennes.

Ce qui explique que les soldats dont les chars ont envahi les rues de la capitale thaïlandaise aient été accueillis avec des fleurs.

Les putschistes ont eu beau promettre des élections dans un an, le recours à un coup d'État pour sauver la démocratie demeure pour le moins paradoxal.

Le nouveau régime militaire a annoncé rapidement ses couleurs. Il a interdit les réunions politiques, jeté une poignée d'anciens ministres en prison. La Thaïlande

Selon les derniers estimés de Freedom House :

2,9 milliards de personnes, soit 46% de la population mondiale, vivent dans un pays libre.

1,1 milliard de personnes, soit 18% de la population mondiale, vivent dans un pays partiellement libre.

2,3 milliards de personnes, soit 36% de la population mondiale, vivent dans un pays non libre.

est peut-être débarrassée d'une caste corrompue, n'empêche : sa jeune démocratie est en péril.

Toujours en Asie, c'est un mécanisme de succession tout à fait démocratique qui a propulsé cette semaine Shinzo Abe au poste de premier ministre du Japon, laissé libre par Junichiro Koizumi.

Ce jeune leader s'est déjà dit partisan des « frappes préventives » contre des voisins trop menaçants, dont la Corée du Nord. Il veut reconstruire une véritable armée offensive au Japon, réécrire une histoire patriotique de son pays et effacer les dernières traces de contrition de l'après-Deuxième Guerre mondiale. L'arrivée de ce politicien ultranationaliste à la tête de la deuxième économie mondiale inquiète. Pourtant,

elle est survenue sans le moindre accroc à la démocratie.

Alerte démocratique en Hongrie, également, où les aveux du premier ministre Ferenc Gyurcsany, qui avait dénoncé en cercle privé les mensonges de son régime, ont été diffusés publiquement, précipitant des milliers de citoyens dans la rue. « Nous avons menti matin, midi et soir », a confessé le premier ministre. Cet aveu candide jette le doute sur une autre jeune démocratie, née sur les débris du communisme.

Quinze ans après l'effondrement de l'empire soviétique, lorsqu'un Russe traite quelqu'un de « démocrate », c'est une insulte ! Un peu partout sur la planète, c'est l'image même de la démocratie qui est de plus en plus écorchée. N'en déplaise à M. Bush.

LES CARICATURES DE LA SEMAINE

La Presse publie chaque semaine une sélection des dessins des caricaturistes de nos partenaires du réseau Gesca.



CARICATURE DE HERVÉ PHILIPPE, LA TRIBUNE



CARICATURE DE BADO



CARICATURE DU NOUVELLISTE